La «Modernizatsia» à la Medvedev

Description

Arriérée, la Russie ? Plus pour longtemps, si l'on en croit le grand chantier que souhaite impulser son président. Dmitri Medvedev convie ses concitoyens à moderniser le plus grand pays du monde en le dotant des structures les plus innovantes, gage de bond en avant économique et libéral. Si tous, ou presque, félicitent cette volonté et le bilan dressé du pays, la méthode envisagée est plus discutée…



L'histoire russe aurait connu trois grands réformateurs, des démiurges qui ont permis de redorer le blason d'un empire à la réputation entachée par son arriération. Le premier serait Ivan le Terrible, premier tsar au projet centralisateur. Puis viennent Pierre le Grand, qui importa les techniques et savoir-faire européens, et Staline, qui offrit un grand bond industriel et une aura héroïque inédite à sa forteresse soviétique. De ce point de vue, la modernisation de la Russie est donc l'affaire des gouvernants, elle vient d'en haut et s'inspire des modèles occidentaux.

Le président Dmitri Medvedev semble animé de l'intention d'associer son nom à cette liste très confidentielle. Il a récemment déclaré avoir pour projet de moderniser la Russie. *Modernizatsia* serait ainsi le dernier mot russe à la mode, après les fameux *Perestroïka* et *Glasnost* à la renommée mondiale.

« En avant, la Russie ! »

Dans une lettre ouverte intitulée « En avant, la Russie ! », publiée sur son site le 10 septembre 2009[1], le président russe proposait à ses concitoyens de répondre à une *« question simple, mais très sérieuse »* : la Russie moderne peut-elle enfin compter sur elle-même pour se développer, ou doit-elle encore traîner les boulets de son économie dépendante du gaz et du pétrole, de la corruption et de l'État paternaliste ? D. Medvedev y dresse un bilan négatif de la situation économique de son pays aux ressources pourtant prometteuses. Selon lui, la Russie produit peu, mal, et s'en contente. De plus, la démocratie est imparfaitement ancrée dans les mœurs et la société civile est faible. Son pays fait également face à un déclin démographique important, à des attaques terroristes venues du Caucase et à une criminalité subventionnée de l'étranger.

Sont accusées de miner le pays: l'arriération économique, la corruption et la mentalité d'assisté qui consiste à tout attendre de la part de L'État. Dmitri Medvedev rappelle qu'à chacune de ses modernisations historiques, les Russes l'ont payé cher en vies humaines. *« Nous avons aujourd'hui la chance de pouvoir prouver, à nous-mêmes comme au monde entier, que nous avons fait le choix de la démocratie, des valeurs les plus élevées de la civilisation ».* Il souligne aussi les cinq secteurs technologiques à développer « en priorité » : l'énergie, le nucléaire, les télécommunications, l'espace et la médecine. A cela il ajoute le secteur agricole et l'armement.

Dmitri Medvedev justifie ainsi son choix de donner la priorité au développement technologique: l'économique conditionne le politique. Une économie moderne, technologique, tournée vers la production de masse, détermine mécaniquement l'orientation du système politique vers plus de liberté et de démocratie.

Moderniser, oui, mais comment ?

Pour beaucoup de sceptiques, l'intention serait bonne si elle n'était pas limitée. Des voix –d'opposition, mais pas seulement- se sont élevées pour critiquer cette proposition pourtant généreuse. Moderniser la Russie ne peut revenir, disent-elles, à moderniser le seul secteur technologique. La modernisation dont la Russie aurait besoin est une modernisation de ses institutions, de sa société civile, de sa politique.

« L'idéal libéral de modernisation, vue comme la société de la liberté civile, qui domine aujourd'hui, fait face à un obstacle évident: la Russie a toujours été un État capable de modernisation, elle s'est par trois fois hissée au niveau de puissance mondiale. Mais il reste vrai que toutes ces modernisations avaient un caractère fondamentalement despotique. [...] Et toutes ces avancées se sont terminées dans une impasse, du fait des succès transformés en barrières empêchant d'avancer plus loin »[2].

Le débat ne porte pas seulement sur le choix restreint de cette modernisation technologique, dont la création annoncée du centre de Skolkovo, sorte d'équivalent russe de la Silicon Valley (comme l'était devenue dans les années 1960 Zelenograd, située elle aussi à proximité de la capitale et au blason aujourd'hui défraîchi), se veut le symbole le plus frappant. Ceux qui prennent le président au mot posent aussi la question du modèle de modernisation à adopter.

Quatre alternatives reviennent souvent dans les discours: il s'agit soit d'ignorer le monde, la globalisation, les modèles importés, et de se moderniser dans son coin, à l'instar du Japon des Tokugawa, de la période Edo (XVII^{e}-XIX^{e} siècles). Soit de s'occidentaliser, comme l'a ensuite fait le Japon de l'ère Meiji. Soit encore de compter sur ses ressources propres, comme l'Amérique latine ou les Émirats arabes. Soit enfin, d'atteindre l'équilibre technologique et militaire avec l'Ouest sans rien changer au social ni au politique, sur le modèle de la modernisation stalinienne. Certains analystes affirment que ce dernier modèle a aujourd'hui encore la préférence des opposants à toute occidentalisation.

La modernisation selon Medvedev, du marketing politique ?

Selon l'économiste russe Roman Vichnevski, *« Aujourd'hui, en Russie, il existe trois façons d'envisager l'avenir du pays. Les uns estiment indispensable d'achever l'occidentalisation en introduisant les institutions opérantes à l'Ouest. D'autres avancent qu'il est possible de conserver les structures sociales, politiques et économiques et de se moderniser uniquement en termes technologiques [...]. Enfin, les derniers proposent de s'écarter du système existant et de rejeter le modèle occidental. Il s'agit pour eux de revenir à une sorte de mélange de Tcheka et de despotisme à la Ivan le Terrible (opritchnina) : mobiliser la nation et faire des bonds technologiques, tout en s'écartant du système social occidental »*[3].

La déclaration de D. Medvedev a eu pour effet de déclencher des réactions en chaînes, passionnées ou raisonnées, critiques ou non. Selon Valéry Krylov[4], cette déclaration relève essentiellement de la stratégie de communication : *« D. Medvedev fait de grandes et belles déclarations, à l'attention de l'étranger comme de sa population, il fait des annonces promouvant les principes du marché pour sauver la Russie, mais dans les faits, l'opacité règne. Il est louable et nécessaire de moderniser la Russie, par exemple en reconnaissant la nécessité de surveiller par vidéo le processus de reconstruction des chantiers brûlé par les incendies, comme l'a promis V. Poutine. Mais dans l'ensemble, il est peu probable que les déclarations de D. Medvedev changent quoi que ce soit en pratique. Si l'on se souvient de l'ouvrage de Michel Crozier*[5]*, la Russie d'aujourd'hui a toutes les caractéristiques d'une société bloquée ».*

Autre manière d'aborder le sujet : Medvedev ne tente-il pas, ce faisant, de se démarquer de son encombrant Premier ministre, le présidentiable Vladimir Poutine, hyper actif sur le terrain et dans les médias ? *« Non, Medvedev et Poutine forment un tandem, ils ne sont pas en situation de concurrence. Cette lecture est absurde »*, assure V. Krylov, pour qui les différences entre les discours de D. Medvedev et V. Poutine, repérées comme des marques de distanciation l'un de l'autre en vue des présidentielles de 2012, ne sont en réalité que des nuances insignifiantes, du « marketing politique ».

En fin de compte, s'il existe un domaine où la Russie n'a certainement pas besoin de *« modernizatsia »*, c'est sûrement la communication… La lettre présidentielle, publiée sur le site du président, a recueilli des milliers de réponses, et montre le désir (de façade ?) de se rapprocher des citoyens en leur donnant la parole, via son mail officiel : kremlin@gov.ru.

Notes :

[1] Consultable sur le site :
http://www.gazeta.ru/comments/2009/09/10_a_3258568.shtml
[2] Guéorgui Derlouguian, « Le moderne et les modernisateurs », 28 décembre 2009,
http://www.expert.ru/

[3] Roman Vichnevski, « Pourquoi ça a marché avec Staline et pas avec nous ? », 31 mars 2010, https://republic.ru/
[4] Entretien du 24 août 2010. V. Krylov est doctorant en sciences de l'organisation, il écrit une thèse (Paris I) sur « Les Pratiques de gestion des ressources humaines en Russie, entre valeurs héritées et discours importés ».
[5] *La Société bloquée*, le Seuil, 1971. Cet ouvrage de sociologie étudie les contraintes qui pèsent sur les organisations dans la société française post-industrielle, dans l'idée que c'est l'État qui peut changer la société.

Par Sophie TOURNON

Source vignette : http://news.kremlin.ru


Retour en haut de page

date créée
01/09/2010
Champs de Méta
Auteur-article : Sophie TOURNON